



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 14 avril 2015 (3^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-04-03 /39

OBJET: Autorisation donnée à la présidente à signer le protocole d'accord et échancier entre la SEMSAMAR et la CANGT

L'an deux mille quinze, le quatorze avril 2015 à 18h48 le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie d'Anse-Bertrand sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Carol, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Sept (7)

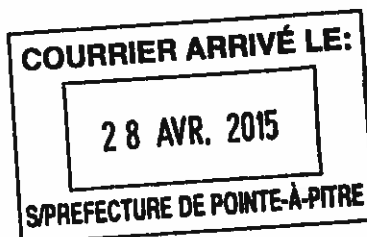
Mme ALPHONSE épouse TANCONS Louisiane à M. BERNARD Jean-Luc
Mme ARMOUGON Betty à M. ROUX Harry
M. CORNEILLE Denis à Mme LAUG Carol
Mme GUILLAUME Stella à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle
M. HILL Joseph à M. ANZALA Jean
Mme MAMERT-LISTOIR Sabine à M. MORNAL Blaise
Mme OUJAGIR Nadia à M. ARTHEIN Victor

CONSEILERS EXCUSES : Deux (2)

M. LOMBION Jean-Claude, M. PORLON Pierre

CONSEILLERS ABSENTS : Quatre (4)

M. DULAC Daniel, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz,



A été élue secrétaire de séance : Mme ARPHEXAD Marcienne

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la convention de mandat du 25 aout 2008 qui a confié à la SEMSAMAR, la « construction de la nouvelle STEP de Port-Louis » ;

Vu la convention de mandat du 30 juin 2009 qui a confié à la SEMSAMAR, l'« étude et la réalisation de la STEP de Petit-Canal » ;

Vu la convention de mandat du 05 janvier 2010 qui a confié à la SEMSAMAR, la « construction de la nouvelle STEP du Moule » ;

Considérant que conséquemment à l'arrêté préfectoral du 30 mai 2013 susvisé, la CANGT est substituée au Syndicat Mixte du Nord Grande Terre (SMNGT).

Considérant qu'également, conséquemment à l'arrêté préfectoral du 30 mai 2013 susvisé, la Ville du Moule est retirée de plein droit du Syndicat d'alimentation en Eau et Assainissement de la Guadeloupe (SLAEAG) et la CANGT est substituée à ce syndicat.

Considérant le retard pris dans le paiement des créances, en lien avec ces opérations.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté comme suit les différents budgets:

Pour : 29	Contre : 0	Abstention : 1 <i>Mme MEKEL Alesina</i>
------------------	-------------------	---

DECIDE

ARTICLE 1 : De valider le « protocole d'accord et échéancier » convenu entre la SEMSMAR et la CANGT, joint à la présente délibération.

ARTICLE 2 : D'autoriser la Présidente à signer ledit protocole d'accord et échéancier.

ARTICLE 3 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.